



# *Budget* *2013-2014*

*Les Services des ressources financières*

*Juin 2013*

# Commission scolaire de la Capitale

## Budget 2013-2014

|   |    |
|---|----|
| Renseignements sur l'administration   | 1  |
| Commentaires sur le budget  | 3  |
| Clientèle   | 9  |
| Résultats   | 10 |
| Surplus accumulés   | 11 |
| Renseignements complémentaires  |    |
| Ventilation des revenus   | 12 |
| Ventilation des dépenses  | 14 |
| Dépenses par secteur  | 16 |
| Résultats par secteur   | 16 |
| Ressources allouées aux élèves handicapés, à risque<br>ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage | 17 |
| Taxe scolaire et péréquation  | 18 |
| Budget accordé aux établissements   |    |
| Écoles primaires  | 19 |
| Écoles secondaires  | 20 |
| Centres de formation professionnelle  | 21 |
| Centres d'éducation des adultes   | 21 |

# Renseignements sur l'administration

## Commissaires (circonscription)

- Madame Murielle Gingras, présidente \* (Saint-Émile)
- Monsieur Marc Bergeron, vice-président \* (Vieux-Limoilou)
- Madame Nicole B. Morency \* (Vanier)
- Madame Line Godin \* (Val-Bélair Nord)
- Monsieur Raynald Houde \* (Jacques-Cartier)
- Monsieur Jean-Marie Pépin \* (Loretteville Sud)
- Madame Odette Roussin \* (Les Rivières Sud)
- Monsieur Berri Richard Bergeron (St-Jean-Baptiste - Vieux-Québec)
- Monsieur Michel Bernier (Lairét)
- Madame Marie-Claude Bourret (Montcalm Ouest)
- Monsieur Martin Cauchon (Maizerets – Limoilou-Centre)
- Monsieur Jean Frédérick (Les Rivières Est)
- Monsieur Nicolas Frichot (Saint-Pie-X)
- Madame Magelline Gagnon (Gabrielle-Roy)
- Monsieur Benoît Gingras (Sainte-Odile)
- Madame Francine B. Guillemette (Saint-Sacrement)
- Madame Louise Laliberté (Saint-Malo)
- Monsieur Napoléon Létourneau (Neufchâtel Est)
- Monsieur Robert Martel (Loretteville Nord)
- Monsieur André Picard (Les Rivières Nord)
- Monsieur Simon Picard (Lebourgneuf)
- Madame Marlène Schiff (Val-Bélair Sud)
- Madame Edith Thibault (Neufchâtel Ouest)
- Madame Marie-Claire Tremblay (Saint-Sauveur)
- Monsieur Olivier Tremblay (Montcalm Est)

### COMMISSAIRES - PARENTS

- Monsieur Jean-François Caouette \* (Primaire)
- Madame Manon Robitaille \* (Secondaire)

\* Membres du comité exécutif

# Renseignements sur l'administration

## Personnel de direction

- Monsieur Pierre Lapointe \* Directeur général
- Madame Johanne Chenard \* Directrice générale adjointe aux affaires éducatives
- Monsieur Richard Vallée, CPA, CA \* Directeur général adjoint aux affaires administratives
- Monsieur Érick Parent \* Secrétaire général et directeur de l'information et des communications
- Madame Joanne Paradis Directrice des Services éducatifs des jeunes
- Madame Maude Plourde Directrice des Services de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes par intérim
- Madame Réjeanne Ducharme Directrice des Services des ressources humaines
- Monsieur Marc Drolet, CPA, CA Directeur des Services des ressources financières
- Monsieur Éric Fortin Directeur des Services des ressources matérielles
- Monsieur Claude Lavoie Directeur des Services de l'informatique

\* Membres du comité exécutif

### **INSTITUTION FINANCIÈRE**

Banque Nationale du Canada  
2300, Boul. Père-Lelièvre  
Québec (Québec) G1P 2X5

### **SIÈGE SOCIAL**

Commission scolaire de la Capitale  
1900, rue Côté  
Québec (Québec) G1N 3Y5

# Commentaires sur le budget

## 1. INTRODUCTION

L'exercice de préparation du budget de la Commission scolaire de la Capitale représente une somme de travail considérable et exige, bien sûr, une planification et une coordination des différents travaux qui sont assurées par le « comité d'investissements et d'équilibre budgétaire ».

Ce comité est composé de représentants du conseil des commissaires, de la direction générale, de parents, des instances syndicales, de directions d'établissements et de directions de services.

Le mandat du comité d'investissements et d'équilibre budgétaire est :

- d'établir les objectifs, principes et critères en vue de répartir de façon équitable les ressources conformément à l'article 275 de la Loi sur l'instruction publique;
- d'élaborer un partage de l'enveloppe d'investissements entre les différents secteurs d'activités en tenant compte d'un plan quinquennal et des besoins « réseau » identifiés annuellement;
- de recommander, s'il y a lieu, les récupérations financières auprès des établissements;
- d'assurer une marge de manœuvre pour le développement;
- d'assurer l'équilibre budgétaire;
- de consulter les différentes instances et soumettre les résultats des travaux au comité consultatif de gestion en vue d'en faire une recommandation au conseil des commissaires.

Le comité a tenu trois rencontres en 2012-2013. Lors de ces rencontres, les points suivants furent discutés :

- revue de la situation financière de la commission scolaire au 30 juin 2012;
- prévision de la clientèle pour l'exercice 2013-2014;
- projet de loi 100 et plan de réduction des dépenses administratives de la commission scolaire;
- mise à jour des règles de répartition des ressources financières (Art. 275 de la L.I.P.) et des modalités d'allocation des ressources financières aux écoles et aux centres;
- revue de l'enveloppe budgétaire d'investissements et des projets à réaliser;
- information concernant les recommandations du comité sur le retour à l'équilibre budgétaire (comité instauré par le CCG);
- information concernant les impacts de la disparition de la subvention de péréquation visant à limiter l'augmentation du compte de taxe scolaire;
- modifications aux plans d'effectifs;
- examen du projet des règles budgétaires et des paramètres de consultation 2013-2014 du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS);
- encadrement budgétaire pour l'exercice financier 2013-2014 et les années suivantes.

Étant donné les compressions répétitives des subventions du MELS et le budget déficitaire présenté pour 2012-2013, un comité instauré par le CCG composé de gestionnaires de la commission scolaire fut créé pour présenter des recommandations permettant, dans un horizon à moyen terme, le retour à l'équilibre budgétaire.

Ce comité s'est réuni à sept reprises et a passé en revue les sommes allouées à chaque secteur d'activité tout en recherchant des pistes de compressions qui limiteraient le plus possible les impacts sur le service à l'élève.

Le dernier budget provincial a annoncé la disparition progressive, sur une période de 3 ans, de la subvention de péréquation visant à limiter l'augmentation du compte de taxe scolaire. Ceci éliminera 200 M \$ de subventions dans le réseau des commissions scolaires. À la commission scolaire de la Capitale, ce montant représentait plus de 11 M \$ en 2012-2013 et donnait lieu à une réduction de taxe scolaire du même montant aux contribuables. Cette subvention ne sera plus que d'environ 5,5 M \$ en 2013-2014, ce qui entrainera une diminution équivalente de la réduction de taxe scolaire accordée aux contribuables.

De plus, en 2013-2014, le MELS impose 65 M \$ de coupures aux commissions scolaires tout en leur demandant de préserver le service à l'élève.

Compte tenu de l'importance de ces coupures, le MELS permet aux commissions scolaires d'utiliser leurs surplus accumulés pour équilibrer leur budget. Cependant, il limite fortement le montant qu'elles peuvent y puiser. Pour la commission scolaire de la Capitale, ce montant n'est que d'environ 2,3 M \$ pour 2013-2014 malgré des surplus accumulés de plus de 39 M \$.

Afin de limiter les impacts sur le service à l'élève, le comité sur le retour à l'équilibre budgétaire a recommandé l'utilisation du maximum permis des surplus accumulés de la commission scolaire.

Le comité a aussi examiné la possibilité d'effectuer davantage de compressions dans les dépenses afin d'accorder une réduction de taxe scolaire plus importante aux contribuables. Cependant, il n'en a pas fait la recommandation parce que les compressions qui doivent être effectuées pour absorber les autres coupures du MELS sont telles que le service à l'élève commence à être affecté.

Les recommandations du comité sur le retour à l'équilibre budgétaire furent adoptées unanimement par le comité consultatif de gestion et ont été présentées au comité d'investissements et d'équilibre budgétaire.

Le budget 2013-2014 a été élaboré sur la base des paramètres de consultation du MELS étant donné la publication trop tardive des paramètres initiaux. Des ajustements budgétaires seront donc effectués au budget révisé.

Le budget 2013-2014 de la commission scolaire de la Capitale prend en compte la variation de la clientèle prévue, l'indexation des coûts salariaux octroyés, la non-indexation des autres coûts et les mesures financées par le MELS, ainsi que des projets d'investissements revus annuellement. Tous ces éléments sont comptabilisés selon les principes comptables généralement reconnus.

De façon générale, les dépenses tiennent compte des plans d'effectifs présentés et adoptés par le conseil des commissaires. Les budgets de salaires tiennent compte des indexations allouées pour le personnel syndiqué et pour le personnel non syndiqué et reflètent le financement du MELS.

Les budgets des unités administratives n'ont pas été indexés pour les dépenses non salariales.

Dans le but de préserver le service à l'élève comme le souhaite la ministre, la commission scolaire de la Capitale présente un budget déficitaire de 2,1 M \$.

Ce déficit comporte une utilisation des surplus des établissements pour un montant de 0,8 M \$.

Sans cette appropriation aux surplus des établissements, le déficit aurait été de 1,3 M \$. Il est également possible que le déficit prévu de 2,1 M \$ soit moindre si une portion de l'utilisation des surplus des établissements résulte en des dépenses capitalisables.

## 2. INFORMATION SUR LA CLIENTÈLE

La clientèle prévue au budget 2013-2014 s'élève à 26 720 élèves. Elle est composée de 21 178 élèves au préscolaire, au primaire et au secondaire, 3 203 élèves équivalents temps plein en formation professionnelle et 2 339 élèves équivalents temps plein en formation générale des adultes. Les prévisions démographiques indiquent que la clientèle en formation générale des jeunes au secondaire continuera à décroître au cours des prochaines années, ce qui pourra avoir éventuellement un impact sur le bassin de clientèle pour la formation professionnelle et l'éducation des adultes. On note toutefois une croissance de la clientèle au préscolaire et au primaire.

## 3. FAITS SAILLANTS SUR LE BUDGET 2013-2014

**Au secteur « Formation générale des jeunes - enseignants »**, plusieurs ressources de soutien à l'enseignement, notamment les ressources de techniciens(nes) en éducation spécialisée, sont prévues à même l'organisation scolaire même si elles sont financées par le secteur « enseignants », ce qui explique le surplus de ce secteur. Les ajouts de ressources du MELS, soit l'orthopédagogie au primaire et les enseignants-ressources au secondaire (annexe XLII de la convention collective des enseignants 2005-2010) sont considérés dans ce secteur.

Au secondaire, le premier cycle est touché par une troisième baisse de ratios. Cette mesure est financée totalement par le MELS et pourrait amener certaines marges de manœuvre selon l'organisation scolaire effectuée.

Les travaux du comité du MELS sur les EHDA octroient une allocation pour le soutien à l'intégration (423 000 \$) et obligent la commission scolaire à injecter une somme de 206 000 \$ pour la libération des enseignants.

Également, la mesure de « *soutien à la composition de la classe* » (501 000 \$) octroyée relativement aux ententes nationales des conventions collectives 2010-2015 permet de bonifier ce secteur. Enfin, une nouvelle mesure de « *programme d'insertion pour les enseignants* » s'ajoute en 2013-2014 (41 000 \$).

Un montant de 78 000 \$ a été prévu pour assumer des coûts de sécurité d'emploi d'enseignants selon la situation anticipée.

**Au secteur « Éducatif jeunes - autres qu'enseignants »**, plusieurs allocations du MELS sont reconduites, dont la mesure « Agir autrement » au primaire (328 000 \$) et au secondaire (524 000 \$), « Écoles primaires et secondaires des rangs déciles 1 à 7 » (584 000 \$), les services d'intégration en classe ordinaire (397 000 \$), l'aide alimentaire au secondaire (323 000 \$), l'aide aux devoirs au primaire (469 000 \$), « *École en forme et en santé* » au primaire (68 000 \$) et « *Plan d'action pour prévenir et traiter la violence* » (94 000 \$).

Également, nous avons prévu une allocation d'environ 671 000 \$ pour des professionnels et du personnel de soutien (annexe XLII de la convention collective des enseignants 2005 - 2010) dont une partie sert au maintien des ressources. Pour une septième année, on retrouve l'allocation supplémentaire du MELS (204 000 \$) concernant le plan d'action sur la lecture à l'école. Cette mesure sert à l'acquisition de livres de fiction et de documents de référence. De plus, une allocation

pour une bibliothécaire embauchée en juin 2011 (54 000 \$) vient compléter le financement de ce plan d'action.

L'allocation pour améliorer le français est maintenue dans les règles budgétaires 2013-2014. Elle consiste au financement des salaires des conseillers pédagogiques en français (402 000 \$) ainsi qu'au financement d'un programme de formation pour les enseignants (63 000 \$). La mesure « *Jeunes actifs au secondaire* », introduite en 2011-2012, visant à augmenter la persévérance et la réussite scolaire est reconduite (246 000 \$).

Également, plusieurs allocations du MELS sont octroyées relativement aux ententes nationales des conventions collectives 2010-2015 dont, entre autres, « *Ressources professionnelles liées à la réussite des élèves de la formation générale* » qui est rehaussée (540 000 \$).

Une nouvelle allocation relative à « *l'ajout de ressources professionnelles et de soutien et en appui aux enseignants* » permettra d'injecter des ressources supplémentaires (125 000 \$).

Cette année encore, il y a eu ajout de ressources professionnelles au primaire et au secondaire financé par la mesure 30364 ayant trait aux ressources professionnelles en soutien à la réussite des élèves jeunes et adultes. Rappelons que ce secteur comprend des dépenses supplémentaires en ressources de techniciens(nes) en éducation spécialisée financées par l'économie d'enseignants dans l'organisation scolaire.

Suite aux recommandations du comité sur le retour à l'équilibre budgétaire, ce secteur subira les compressions suivantes en 2013-2014 :

- une somme de 690 000 \$, financée par le produit maximal de la taxe scolaire pour des ressources supplémentaires à celles financées en soutien à l'enseignement ne sera plus octroyée;
- l'offre de services professionnels des services éducatifs des jeunes sera revue en vue d'économiser la somme de 80 000 \$.

**Au secteur « Formation professionnelle »**, suite aux recommandations du comité sur le retour à l'équilibre budgétaire, une contribution des centres de formation professionnelle plus élevée de 121 000 \$ par rapport à celle de 2012-2013 est affectée à l'équilibre du budget pour financer une partie des coûts de gestion des équipements étant donné les coûts importants (consommation énergétique, entretien et réparations des biens meubles et immeubles, entretien ménager, protection et sécurité) générés par ce secteur. De même, la quote-part du secteur aux compressions 2011-2012 et 2012-2013 du MELS à titre de mesure générale pour l'atteinte de l'équilibre budgétaire privera ce secteur de 217 000 \$ en 2013-2014. Pour une sixième année, une allocation du MELS favorise l'accès à la formation professionnelle pour les élèves de moins de 20 ans (326 000 \$).

**Au secteur « Formation générale des adultes »**, l'allocation du MELS a été haussée de 973 000 \$ à la suite de l'application de la méthode d'allocation a priori de l'enveloppe fermée du MELS en fonction de différents critères (variation du salaire moyen, ratios de formation par type de services, ETP pondérés réalisés, proportion d'enseignants réguliers versus à taux horaire, etc.). Par contre, la quote-part du secteur aux compressions 2011-2012 et 2012-2013 du MELS à titre de mesure générale pour l'atteinte de l'équilibre budgétaire privera ce secteur de 91 000 \$ en 2013-2014 en plus d'une contribution de 47 000 \$ à l'équilibre budgétaire de la commission scolaire.

**Au secteur « Administration »**, il n'y a pas eu indexation des budgets alloués aux services administratifs. Le financement en provenance du MELS diminuera de 145 000 \$ suite à la disparition d'une allocation pour la mise en place de la TVQ et de 103 000 \$ suite à la décision du MELS de ne



plus financer les coûts additionnels reliés à la réforme comptable. Enfin, la quatrième année du projet de loi 100 privera la commission scolaire d'une somme supplémentaire de 122 000 \$, soit un total de 479 000 \$. Pour une cinquième année, le MELS octroie un montant d'environ 91 000 \$, alloué a priori, pour assumer les frais du « protecteur de l'élève ». Il y a, depuis 2009-2010, un investissement pour le développement et la mise à jour des archives de la commission scolaire. Un budget de 105 000 \$ a été octroyé pour ce faire en 2013-2014 ainsi que, pour une quatrième année, un montant de 15 000 \$ supplémentaire pour l'archivage des bulletins.

Quant aux recommandations du comité sur le retour à l'équilibre budgétaire qui affecteront ce secteur, mentionnons :

- la fermeture de 7 postes suite à des retraites survenues en 2012-2013 ou à venir en 2013-2014 permettra d'économiser 238 000 \$ (application du projet de loi 100);
- une coupure des budgets des services administratifs de 70 000 \$;
- la diminution du budget de la direction générale pour les activités corporatives (10 000 \$) et pour la réserve discrétionnaire visant à répondre à des besoins ponctuels des établissements et des services (50 000 \$);
- le report d'une partie de la mise à jour des archives de la commission scolaire permettra d'économiser 50 000 \$.

**Au secteur « Équipements »**, on note un déficit causé d'une part, par la non indexation depuis quelques années du financement des dépenses autres que salariales et, d'autre part, par des coûts d'entretien croissants et un parc immobilier vieillissant. Des dépenses d'investissements plus importantes, encore cette année, en fonction de la subvention du MELS pour le maintien des bâtiments, devraient contribuer à stabiliser les coûts croissants de ce secteur. Cependant, le MELS diminue sa subvention dans ce secteur de 357 000 \$ car il ne tient plus compte des centres administratifs dans le calcul de l'allocation pour superficies excédentaires qui diminuent aussi avec l'augmentation de clientèle au primaire.

En 2012-2013, nous avons pu diriger une portion des économies réalisées en énergie provenant de nos projets d'économie d'énergie des années antérieures vers le secteur de l'entretien et réparation.

Par contre, en 2013-2014, suite aux recommandations du comité sur le retour à l'équilibre budgétaire, ce secteur verra son budget diminué de 200 000 \$, tandis que la hausse des tarifs de stationnement permettra des revenus supplémentaires de 80 000 \$.

**Au secteur du « Transport scolaire »**, la renégociation complète des contrats de transport devrait permettre d'économiser 400 000 \$ une fois la part du MELS dans ces compressions prise en considération. Cette opération s'échelonnera sur deux ans.

**Au secteur « Services de garde »**, tel que mentionné aux règles budgétaires, la commission scolaire tient compte, à même la subvention versée, d'une partie des coûts inhérents à ce type de service. Ainsi, le comité sur le retour à l'équilibre budgétaire recommande une participation accrue de 400 000 \$ pour ce faire. Comme l'an passé, la subvention des services de garde pour les EHDAA sera mise en commun pour assumer les coûts réels supplémentaires de cette clientèle. Depuis 2011-2012, le MELS octroie une allocation de 36 000 \$ pour les points de service regroupant plus de 200 enfants inscrits sur une base régulière afin de financer l'embauche d'un(e) éducateur(trice) – classe principale.

**Au secteur « Financement »**, nous prévoyons un gain de 400 000 \$ résultant de la gestion serrée de la trésorerie.

**Aux « Autres secteurs »**, nous avons prévu des revenus et dépenses de 3,2 M \$ d'agent payeur pour le compte du MELS. Les commissions reçues du MELS pour effectuer ce travail sont comptabilisées au secteur administration, soit le secteur qui assume les dépenses afférentes. Cette année, aucun montant de revenus supplémentaires de taxe scolaire pour les corrections d'années antérieures (nouvelles constructions, agrandissements, augmentations d'évaluation, etc.) n'a été prévu puisque ces revenus supplémentaires sont remis au MELS depuis les règles budgétaires 2011-2012.

**Quant au secteur « Investissements »**, il est présenté selon les principes comptables généralement reconnus ce qui amène des changements majeurs quant au moment de reconnaissance des revenus et des dépenses. Le résultat négatif s'explique majoritairement par des dépenses d'amortissement et des dépenses non capitalisables non financées que la commission scolaire doit assumer à même ses surplus accumulés. Rappelons, pour information, que l'enveloppe budgétaire d'investissements 2013-2014 accordée par le MELS est de près de 28,1 M \$ et pour laquelle nous avons prévu des projets d'un montant de 28,8 M \$ a été adoptée par le conseil des commissaires le 30 avril 2013.

Afin de présenter nos prévisions budgétaires nous devons prévoir dans quels champs d'activités les revenus et les dépenses des établissements auront lieu. Pour ce faire, nous avons utilisé les statistiques réelles des dernières années. Il se peut donc que les résultats réels par champs d'activités diffèrent de nos prévisions.

#### **4. CHIFFRES COMPARATIFS**

En 2013-2014, la Commission scolaire de la Capitale modifie la présentation de son budget pour la rendre semblable à la présentation exigée par le MELS pour les rapports financiers qu'elle doit lui transmettre. Cette façon de procéder a été entérinée par le comité de vérification. Ainsi, les résultats réels seront désormais présentés en comparatif avec les prévisions budgétaires. Par conséquent, nous avons redressé la présentation des prévisions budgétaires de l'exercice précédent dans la mesure du possible. Il se peut donc que, pour 2013-2014, certains chiffres comparatifs ne soient pas présentés selon la même base.

#### **5. CONCLUSION**

Le budget 2013-2014 de la Commission scolaire de la Capitale atteint 304,3 M \$. Les dépenses excèdent les revenus de 2,1 M \$, ce qui se situe à l'intérieur de la norme ministérielle énoncée précédemment. Ce sont les surplus de la commission scolaire, constitués au fil des années, qui ont permis de produire un budget respectant l'encadrement du MELS en préservant le plus possible le service à l'élève. Un examen complet des activités de la commission scolaire par le comité sur le retour à l'équilibre budgétaire a permis de trouver des pistes de compressions. Cependant, tel que craint depuis quelques années, la multiplication des coupures du MELS fait en sorte que le service à l'élève commence à être affecté. De plus, la disparition graduelle de la subvention de péréquation visant à limiter la hausse du compte de taxe scolaire oblige la commission scolaire à diminuer la réduction de taxe scolaire accordée aux contribuables de plus de 5,5 M \$.

Nous tenons à adresser nos sincères remerciements à l'ensemble des personnes qui ont contribué, de près ou de loin, aux différents travaux menant à la préparation budgétaire et qui nous ont soutenus et accompagnés tout au long du processus afin de permettre la présentation de ce budget pour l'année financière 2013-2014.

# Commission scolaire de la Capitale

## Clientèle

pour l'exercice terminé le 30 juin 2014

---

|   | <b>Budget<br/>2013-2014</b> | <b>Budget<br/>2012-2013</b> |
|---|-----------------------------|-----------------------------|
| Maternelles (4 ans)                             | <b>219</b>                  | 185                         |
| Maternelles (5 ans)                             | <b>2 255</b>                | 2 104                       |
| Primaire  | <b>11 629</b>               | 11 125                      |
| Secondaire général - jeunes                     | <b>7 075</b>                | 7 270                       |
| Secondaire général - adultes (enveloppe fermée) | <b>2 339</b>                | 2 213                       |
| Formation professionnelle                       | <b>3 203</b>                | 3 257                       |
|   | <b>26 720</b>               | 26 154                      |

**Note:** Cette clientèle comporte certains écarts avec celle apparaissant dans les tableaux du budget accordé aux établissements puisque des provisions pour clientèle présente au 30 septembre y ont été prévues.

# Commission scolaire de la Capitale

## Résultats

pour l'exercice terminé le 30 juin 2014

|   | <b>Budget<br/>2013-2014</b> | <b>Budget<br/>2012-2013</b> |
|---|-----------------------------|-----------------------------|
|   | \$                          | \$                          |
| <b>Revenus</b>  |                             |                             |
| Subventions de fonctionnement du MELS   | <b>223 384 278</b>          | 209 114 958                 |
| Taxe scolaire   | <b>54 945 637</b>           | 47 928 127                  |
| Revenus des autres ministères et organismes gouvernementaux                       | <b>383 029</b>              | 615 500                     |
| Droits de scolarité et autres droits chargés relatifs à un cours                  | <b>3 425 976</b>            | 4 441 726                   |
| Ventes de biens et services   | <b>22 413 795</b>           | 19 649 028                  |
| Autres revenus généraux de fonctionnement   | <b>1 637 310</b>            | 2 175 364                   |
| Amortissement des contributions reportées liées à l'acquisition d'immobilisations | <b>104 100</b>              | 97 894                      |
|   | <b>306 294 125</b>          | 284 022 597                 |
| <b>Dépenses</b>   |                             |                             |
| Enseignement et formation   | <b>148 057 657</b>          | 139 702 543                 |
| Soutien à l'enseignement et à la formation  | <b>64 477 811</b>           | 63 806 556                  |
| Services d'appoint  | <b>29 087 685</b>           | 27 090 021                  |
| Activités administratives   | <b>10 595 313</b>           | 10 946 650                  |
| Activités relatives aux biens meubles et immeubles                                | <b>37 204 275</b>           | 35 332 096                  |
| Activités connexes  | <b>14 837 171</b>           | 13 561 793                  |
|   | <b>304 259 912</b>          | 290 439 659                 |
| Surplus (déficit) avant la variation de la subvention - Financement               | <b>2 034 213</b>            | <b>(6 417 062)</b>          |
| Variation de la subvention - Financement  | <b>(4 117 264)</b>          | 659 299                     |
| <b>Surplus (déficit) net</b>  | <b>(2 083 051)</b>          | <b>(5 757 763)</b>          |

# Commission scolaire de la Capitale

## Surplus accumulés

pour l'exercice terminé le 30 juin 2014

---

|                                     | <b>Budget<br/>2013-2014</b> | <b>Budget<br/>2012-2013</b> |
|-------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
|                                     | \$                          | \$                          |
| Surplus accumulés au début          | <b>33 987 164</b>           | 39 744 927                  |
| Surplus (déficit) net de l'exercice | <b>(2 083 051)</b>          | <b>(5 757 763)</b>          |
| <b>Surplus accumulés à la fin</b>   | <b>31 904 113</b>           | 33 987 164                  |

# Commission scolaire de la Capitale

## Renseignements supplémentaires

pour l'exercice terminé le 30 juin 2014

### VENTILATION DES REVENUS

|   | <b>Budget<br/>2013-2014</b> | <b>Budget<br/>2012-2013</b> |
|---|-----------------------------|-----------------------------|
|   | \$                          | \$                          |
| <b>FONCTIONNEMENT</b>   |                             |                             |
| <b>Subventions de fonctionnement du MELS</b>  |                             |                             |
| Subvention de péréquation   | 5 515 654                   | 11 031 307                  |
| Subvention du service de la dette   | 25 762 931                  | 19 234 104                  |
| Subvention de fonctionnement - Jeunes - Adultes - FP  | 187 634 463                 | 174 225 041                 |
| Subvention pour le transport scolaire   | 4 471 230                   | 4 624 506                   |
|   | <b>223 384 278</b>          | <b>209 114 958</b>          |
| <b>Taxe scolaire</b>  |                             |                             |
| Revenus tenant lieu de taxes  | 2 550 000                   | 2 550 000                   |
| Taxe scolaire - année courante  | 52 395 637                  | 45 378 127                  |
|   | <b>54 945 637</b>           | <b>47 928 127</b>           |
| <b>Revenus des autres ministères et organismes gouvernementaux</b>  |                             |                             |
| Subvention du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille - Formation professionnelle      | 331 591                     | 461 000                     |
| Subvention du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille - Formation générale des adultes | 51 438                      | 154 500                     |
|   | <b>383 029</b>              | <b>615 500</b>              |

# Commission scolaire de la Capitale

## Renseignements supplémentaires

pour l'exercice terminé le 30 juin 2014

### VENTILATION DES REVENUS (suite)

|   | <b>Budget<br/>2013-2014</b> | <b>Budget<br/>2012-2013</b> |
|---|-----------------------------|-----------------------------|
|   | \$                          | \$                          |
| <b>Droits de scolarité et droits chargés relatifs à un cours</b>                  |                             |                             |
| Droits chargés aux clientèles adultes (Services complémentaires et autres droits) | <b>511 834</b>              | 510 040                     |
| Droits de scolarité pour les élèves venant de l'extérieur du Québec               | <b>0</b>                    | 0                           |
| Revenus visant à financer un cours - Formation professionnelle                    | <b>2 682 671</b>            | 3 586 186                   |
| Revenus visant à financer un cours - Formation générale des adultes               | <b>231 471</b>              |                             |
| Revenus visant à financer un cours - Autres types de formation                    |                             | 345 500                     |
|   | <b>3 425 976</b>            | 4 441 726                   |
| <b>Ventes de biens et services</b>  |                             |                             |
| Fournitures et matériel scolaires   | <b>5 560 536</b>            | 4 623 865                   |
| Surveillance et transport du midi   | <b>353 325</b>              | 611 401                     |
| Services de garde   | <b>11 531 501</b>           | 10 660 100                  |
| Autres activités chargées aux usagers   | <b>3 294 323</b>            | 2 903 886                   |
| Autres ventes de biens et services  | <b>1 674 110</b>            | 849 776                     |
|   | <b>22 413 795</b>           | 19 649 028                  |
| <b>Autres revenus généraux de fonctionnement</b>                                  |                             |                             |
| Revenus de location d'immeubles   | <b>1 237 310</b>            | 1 802 368                   |
| Publicité et commandites  | <b>0</b>                    | 996                         |
| Intérêts, pénalités et frais de retard  | <b>400 000</b>              | 372 000                     |
|   | <b>1 637 310</b>            | 2 175 364                   |

# Commission scolaire de la Capitale

## Renseignements supplémentaires

pour l'exercice terminé le 30 juin 2014

### VENTILATION DES DÉPENSES

|  | Budget<br>2013-2014 | Budget<br>2012-2013 |
|--|---------------------|---------------------|
|  | \$                  | \$                  |
| <b>Enseignement et formation</b>   |                     |                     |
| Éducation préscolaire  | 10 361 890          | 8 936 709           |
| Enseignement primaire  | 54 070 999          | 50 053 249          |
| Enseignement secondaire général  | 31 766 025          | 31 968 746          |
| Formation professionnelle  | 31 039 626          | 28 741 307          |
| Enseignement particulier   | 9 615 296           | 9 187 873           |
| Formation générale des adultes   | 11 203 821          | 10 814 659          |
|  | <u>148 057 657</u>  | <u>139 702 543</u>  |
| <b>Soutien à l'enseignement et à la formation</b>  |                     |                     |
| Gestion des écoles et des centres  | 21 343 657          | 23 729 596          |
| Moyens d'enseignement  | 4 264 932           | 3 249 718           |
| Services complémentaires   | 20 689 389          | 20 109 063          |
| Services pédagogiques et de formation d'appoint  | 8 325 614           | 8 031 577           |
| Animation et développement pédagogiques  | 4 404 906           | 4 654 991           |
| Perfectionnement du personnel enseignant et autre personnel<br>de soutien à l'enseignement | 1 123 784           | 613 450             |
| Activités sportives, culturelles et sociales   | 4 325 529           | 3 418 161           |
|  | <u>64 477 811</u>   | <u>63 806 556</u>   |
| <b>Services d'appoint</b>  |                     |                     |
| Transport scolaire   | 10 606 440          | 10 749 613          |
| Services de garde  | 18 481 245          | 16 340 408          |
|  | <u>29 087 685</u>   | <u>27 090 021</u>   |
| <b>Activités administratives</b>   |                     |                     |
| Conseil des commissaires et comités  | 402 842             | 453 183             |
| Gestion  | 7 696 759           | 7 613 366           |
| Services corporatifs   | 2 339 160           | 2 301 342           |
| Perfectionnement du personnel administratif et ouvrier                                     | 156 552             | 578 759             |
|  | <u>10 595 313</u>   | <u>10 946 650</u>   |



# Commission scolaire de la Capitale

## Renseignements supplémentaires

pour l'exercice terminé le 30 juin 2014

### VENTILATION DES DÉPENSES (suite)

|  | <b>Budget<br/>2013-2014</b> | <b>Budget<br/>2012-2013</b> |
|--|-----------------------------|-----------------------------|
|  | \$                          | \$                          |
| <b>Activités relatives aux biens meubles et immeubles</b>                  |                             |                             |
| Entretien et amortissement des biens meubles                               | 4 615 815                   | 3 848 229                   |
| Conservation et amortissement des biens immeubles                          | 15 484 276                  | 13 872 982                  |
| Entretien ménager  | 6 832 497                   | 6 692 327                   |
| Consommation énergétique   | 6 652 821                   | 6 658 620                   |
| Location d'immeubles   | 1 177 539                   | 1 343 943                   |
| Protection et sécurité   | 250 300                     | 356 182                     |
| Amélioration, transformation et rénovations majeures<br>non capitalisables | 1 695 408                   | 2 064 194                   |
| Systèmes d'information et de télécommunications<br>non capitalisables      | 495 619                     | 495 619                     |
|  | <b>37 204 275</b>           | <b>35 332 096</b>           |
| <b>Activités connexes</b>  |                             |                             |
| Financement  | 8 893 769                   | 7 908 577                   |
| Projets spéciaux   | 3 807 267                   | 3 648 000                   |
| Rétroactivité  | 100 000                     | 100 000                     |
| Droits de scolarité et autres ententes                                     | 1 043 259                   | 1 043 259                   |
| Sécurité d'emploi  | 78 255                      | 204 475                     |
| Variation des provisions pour créances douteuses                           | 1 800                       | 1 400                       |
| Prêts de services  | 529 878                     | 218 200                     |
| Autres activités connexes  | 382 943                     | 437 882                     |
|  | <b>14 837 171</b>           | <b>13 561 793</b>           |

# Commission scolaire de la Capitale

## Renseignements supplémentaires

pour l'exercice terminé le 30 juin 2014

### DÉPENSES PAR SECTEUR

|   | Budget 2013-2014   |                |
|---|--------------------|----------------|
|   | \$                 | %              |
| Formation générale des jeunes - enseignants | 112 956 428        | 37,12%         |
| Éducatif jeunes - autres qu'enseignants     | 46 073 686         | 15,14%         |
| Formation professionnelle                   | 40 797 677         | 13,41%         |
| Formation générale des adultes              | 17 176 842         | 5,65%          |
| Administration                              | 9 657 756          | 3,17%          |
| Équipements                                 | 20 860 466         | 6,86%          |
| Transport scolaire                          | 10 606 440         | 3,49%          |
| Services de garde                           | 18 538 362         | 6,09%          |
| Financement                                 | 8 712 931          | 2,86%          |
| Autres secteurs                             | 3 233 000          | 1,06%          |
| Investissements                             | 15 646 324         | 5,14%          |
|   | <b>304 259 912</b> | <b>100,00%</b> |

### RÉSULTATS PAR SECTEUR

|   | Budget             | Budget             |
|---|--------------------|--------------------|
|   | 2013-2014          | 2012-2013          |
|   | \$                 | \$                 |
| Formation générale des jeunes - enseignants | 3 058 615          | 3 297 700          |
| Éducatif jeunes - autres qu'enseignants     | (3 290 266)        | (3 858 451)        |
| Formation professionnelle                   | 994 212            | (1 257 251)        |
| Formation générale des adultes              | (20 466)           | (108 705)          |
| Administration                              | 101 131            | (333 689)          |
| Équipements                                 | (3 104 478)        | (2 530 379)        |
| Transport scolaire                          | 422 276            | 150 000            |
| Services de garde                           | 1 965 413          | 560 997            |
| Financement                                 | 400 000            | 307 000            |
| Autres secteurs                             | 0                  | 0                  |
| Investissements                             | (2 609 488)        | (1 984 985)        |
|   | <b>(2 083 051)</b> | <b>(5 757 763)</b> |

**Note:** Ces renseignements supplémentaires présentent nos dépenses par secteurs d'activités tels que définis par nos règles de répartition des ressources financières. Ils diffèrent donc de la comptabilité par champs d'activités présentée aux pages précédentes.

# Commission scolaire de la Capitale

## Renseignements supplémentaires

pour l'exercice terminé le 30 juin 2014

| <b>RESSOURCES ALLOUÉES AUX ÉLÈVES HANDICAPÉS, À RISQUE<br/>OU EN DIFFICULTÉ D'ADAPTATION OU D'APPRENTISSAGE<br/>(article 277 de la L.I.P.)</b> | <b>Budget<br/>2013-2014</b> | <b>Budget<br/>2012-2013</b> |
|--|-----------------------------|-----------------------------|
|  | \$                          | \$                          |
| Élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage   | <b>9 469 834</b>            | 9 030 320                   |
| Psychologie  | <b>3 047 509</b>            | 2 698 901                   |
| Orthophonie  | <b>1 308 858</b>            | 1 430 828                   |
| Psychoéducation et éducation spécialisée   | <b>10 178 126</b>           | 8 824 684                   |
| Santé et services sociaux  | <b>665 149</b>              | 1 327 674                   |
| Orthopédagogie   | <b>4 981 075</b>            | 5 053 899                   |
| Cours d'appoint ou en milieu hospitalier   | <b>208 228</b>              | 291 081                     |
| Services de garde - élèves handicapés  | <b>868 935</b>              | 795 028                     |
| Frais de scolarité hors réseau   | <b>1 043 259</b>            | 1 043 259                   |
|  | <b>31 770 973</b>           | 30 495 674                  |

Cette annexe présente les ressources allouées destinées en quasi-totalité aux élèves handicapés, à risque ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage. Toutes les ressources concernant l'intégration de ces élèves en classes régulières y sont exclues car il est très difficile de distinguer les dépenses relatives aux élèves ordinaires de celles des élèves handicapés, à risque ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage intégrés dans ces classes.

De plus, mentionnons qu'aucune dépense de gestion d'école n'apparaît dans cette annexe même si les directions occupent une grande partie de leur temps à participer à la conception des plans d'intervention pour ces élèves.

Aussi, nous avons exclu les dépenses centralisées en support à cette clientèle, telles les employés du secteur de l'adaptation scolaire des services éducatifs des jeunes.

Les ressources relatives à certains services de soutien à l'enseignement communs à l'ensemble des élèves sont aussi exclues. Pensons aux services de bibliothèque, d'informatique d'enseignement, de soutien technique à l'enseignement, d'orientation, d'animation spirituelle et engagement communautaire, d'encadrement et de surveillance d'élèves, etc. Les élèves handicapés, à risque ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage sont aussi des bénéficiaires de ces services. Il en est de même pour les dépenses relatives à l'administration de la commission scolaire et à l'entretien des écoles.

# Commission scolaire de la Capitale

## Taxe scolaire et péréquation

pour l'exercice terminé le 30 juin 2014

| TAUX DE TAXE SCOLAIRE  | Budget 2013-2014  |  |   |
|--|---|--|---|
|  | Taux nominal<br>de taxe<br>(par 100 \$<br>d'évaluation)<br>\$ | Réduction<br>de taxe<br>(par 100 \$<br>d'évaluation)<br>\$ | Taux de<br>taxe nette<br>(par 100 \$<br>d'évaluation)<br>\$ |
|  |   | (voir note)  |   |
| Québec   | 0,24334   | 0,022413   | <b>0,220927</b>   |
| Saint-Gabriel-de-Valcartier  | 0,24334   | 0,031865   | <b>0,211475</b>   |
| Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier   | 0,24334   | 0,033709   | <b>0,209631</b>   |
| Lac Saint-Joseph   | 0,24334   | 0,038476   | <b>0,204864</b>   |
| Shannon  | 0,24334   | 0,046208   | <b>0,197132</b>   |
| Fossambault-sur-le-Lac   | 0,24334   | 0,015003   | <b>0,228337</b>   |
| <b>PRODUIT MAXIMAL DE LA TAXE SCOLAIRE</b>   |   | <b>Budget<br/>2013-2014</b>                                | <b>Budget<br/>2012-2013</b>                                 |
|  |   | \$   | \$  |
| Taxe scolaire perçue auprès des contribuables (nette de la réduction)  |   | <b>52 395 637</b>  | 45 378 127  |
| Réduction de taxe scolaire accordée aux contribuables financée par le Ministère                              |   | <b>5 515 654</b>   | 11 031 307  |
| Produit maximal de la taxe scolaire autorisé par le Ministère  |   | <b>57 911 291</b>  | 56 409 434  |
| <b>AUGMENTATION DE LA CHARGE FISCALE DES CONTRIBUABLES</b>   |   | <b>Budget 2013-2014</b>                                    |   |
|  |   | \$   | %   |
| Augmentation du produit maximal de la taxe scolaire autorisé par le Ministère                                |   | <b>1 501 857</b>   | 3,31%   |
| Retrait partiel du Ministère dans le financement de la réduction de taxe scolaire accordée aux contribuables |   | <b>5 515 654</b>   | 12,15%  |
| Augmentation de la charge fiscale des contribuables  |   | <b>7 017 511</b>   | 15,46%  |

**Note:** Le Ministère se retirera entièrement du financement de la réduction de taxe scolaire accordée aux contribuables. La réduction de taxe résiduelle de 5 515 654 \$ disparaîtra entièrement en 2015-2016 et sera réduite à 2 757 827 \$ en 2014-2015. La charge fiscale des contribuables pourrait augmenter d'autant.

# Commission scolaire de la Capitale

## Budget accordé aux établissements

pour l'exercice terminé le 30 juin 2014

| ÉCOLES PRIMAIRES                                      | Clientèle<br>totale | Total des<br>allocations | Revenus        |               | Utilisation du<br>surplus | Total du<br>budget |
|---|---------------------|--------------------------|----------------|---------------|---------------------------|--------------------|
|   |                     |                          | \$             | \$            |                           |                    |
| Alexander-Wolff                                       | 497                 | 399 080                  | 481 037        |               |                           | 880 117            |
| <b>à l'Orée-des-Bois</b>                              | <b>555</b>          | <b>405 285</b>           | <b>542 526</b> | <b>20 000</b> |                           | <b>967 811</b>     |
| Anne-Hébert   | 488                 | 419 034                  | 545 201        | 10 000        |                           | 974 235            |
| <b>Sans-Frontière</b>                                 | <b>278</b>          | <b>277 713</b>           | <b>169 617</b> |               |                           | <b>447 330</b>     |
| de Château-d'Eau                                      | 311                 | 217 067                  | 291 310        |               |                           | 508 377            |
| <b>de l'Accueil</b>                                   | <b>527</b>          | <b>378 090</b>           | <b>524 448</b> | <b>5 690</b>  |                           | <b>908 228</b>     |
| de La Chanterelle                                     | 466                 | 398 516                  | 464 350        |               |                           | 862 866            |
| <b>de La Chaumière</b>                                | <b>284</b>          | <b>188 672</b>           | <b>255 240</b> |               |                           | <b>443 912</b>     |
| de la Grande-Hermine                                  | 367                 | 435 162                  | 347 369        | 1 229         |                           | 783 760            |
| <b>de la Mosaïque</b>                                 | <b>390</b>          | <b>252 899</b>           | <b>329 432</b> | <b>2 500</b>  |                           | <b>584 831</b>     |
| de l'Apprenti-Sage                                    | 612                 | 396 600                  | 606 989        |               |                           | 1 003 589          |
| <b>de La Source</b>                                   | <b>175</b>          | <b>126 327</b>           | <b>157 103</b> |               |                           | <b>283 430</b>     |
| de l'Aventure - de l'Arc-en-Ciel                      | 328                 | 256 753                  | 371 048        | 11 000        |                           | 638 801            |
| <b>de l'Escabelle</b>                                 | <b>547</b>          | <b>410 204</b>           | <b>509 512</b> | <b>17 821</b> |                           | <b>937 537</b>     |
| Des Grands-Saules                                     | 482                 | 383 294                  | 600 780        | 9 000         |                           | 993 074            |
| <b>des Jeunes-du-Monde</b>                            | <b>379</b>          | <b>388 298</b>           | <b>250 885</b> |               |                           | <b>639 183</b>     |
| Dominique-Savio                                       | 183                 | 177 970                  | 147 729        | 8 000         |                           | 333 699            |
| <b>du Beau-Séjour</b>                                 | <b>248</b>          | <b>177 660</b>           | <b>239 206</b> | <b>27 000</b> |                           | <b>443 866</b>     |
| du Buisson  | 188                 | 200 184                  | 221 830        | 11 800        |                           | 433 814            |
| <b>Du Domaine</b>                                     | <b>166</b>          | <b>152 110</b>           | <b>237 110</b> |               |                           | <b>389 220</b>     |
| du Joli-Bois  | 173                 | 108 440                  | 154 841        |               |                           | 263 281            |
| <b>du Val-Joli</b>                                    | <b>496</b>          | <b>342 183</b>           | <b>403 933</b> | <b>11 098</b> |                           | <b>757 214</b>     |
| du Vignoble   | 435                 | 377 083                  | 494 109        | 1 219         |                           | 872 411            |
| <b>régionale des Quatre-Saisons</b>                   | <b>31</b>           | <b>23 478</b>            | <b>11 600</b>  |               |                           | <b>35 078</b>      |
| Jacques-Cartier - St-Denys-Garneau                    | 652                 | 389 234                  | 489 236        |               |                           | 878 470            |
| <b>Jean-XXIII</b>                                     | <b>246</b>          | <b>175 365</b>           | <b>306 590</b> |               |                           | <b>481 955</b>     |
| Jules-Émond - Amédée-Boutin                           | 661                 | 453 251                  | 592 241        |               |                           | 1 045 492          |
| <b>Les Prés-Verts - St-Bernard</b>                    | <b>454</b>          | <b>320 551</b>           | <b>498 504</b> | <b>2 380</b>  |                           | <b>821 435</b>     |
| Marguerite-Bourgeoys                                  | 208                 | 219 635                  | 138 839        | 7 350         |                           | 365 824            |
| <b>éducation internationale Notre-Dame-des-Neiges</b> | <b>316</b>          | <b>294 396</b>           | <b>393 975</b> | <b>22 000</b> |                           | <b>710 371</b>     |

# Commission scolaire de la Capitale

## Budget accordé aux établissements

pour l'exercice terminé le 30 juin 2014

| ÉCOLES PRIMAIRES (suite)          | Clientèle<br>totale | Total des<br>allocations<br>\$ | Revenus<br>\$     | Utilisation du<br>surplus |    | Total du<br>budget<br>\$ |
|-----------------------------------|---------------------|--------------------------------|-------------------|---------------------------|----|--------------------------|
|                                   |                     |                                |                   | \$                        | \$ |                          |
| Notre-Dame-du-Canada              | 270                 | 288 298                        | 213 803           |                           |    | 502 101                  |
| <b>Sacré-Cœur</b>                 | <b>131</b>          | <b>168 450</b>                 | <b>78 765</b>     |                           |    | <b>247 215</b>           |
| Saint-Albert-le-Grand             | 237                 | 260 838                        | 227 432           |                           |    | 488 270                  |
| <b>Saint-Claude</b>               | <b>345</b>          | <b>294 694</b>                 | <b>351 599</b>    |                           |    | <b>646 293</b>           |
| Sainte-Odile                      | 222                 | 235 884                        | 184 550           |                           |    | 420 434                  |
| <b>Saint-Fidèle</b>               | <b>257</b>          | <b>237 382</b>                 | <b>247 900</b>    |                           |    | <b>485 282</b>           |
| Saint-Jean-Baptiste               | 265                 | 246 933                        | 362 344           | 7 300                     |    | 616 577                  |
| <b>Saint-Malo</b>                 | <b>252</b>          | <b>249 004</b>                 | <b>185 770</b>    |                           |    | <b>434 774</b>           |
| Saint-Paul-Apôtre                 | 202                 | 187 174                        | 206 766           |                           |    | 393 940                  |
| <b>des Berges</b>                 | <b>336</b>          | <b>246 905</b>                 | <b>248 163</b>    | <b>38 000</b>             |    | <b>533 068</b>           |
| internationale de Saint-Sacrement | 369                 | 409 178                        | 491 241           | 12 968                    |    | 913 387                  |
| <b>Total</b>                      | <b>14 029</b>       | <b>11 569 274</b>              | <b>13 574 923</b> | <b>226 355</b>            |    | <b>25 370 571</b>        |

| ÉCOLES SECONDAIRES                  | Clientèle<br>totale | Total des<br>allocations<br>\$ | Revenus<br>\$    | Utilisation du<br>surplus |    | Total du<br>budget<br>\$ |
|-------------------------------------|---------------------|--------------------------------|------------------|---------------------------|----|--------------------------|
|                                     |                     |                                |                  | \$                        | \$ |                          |
| Boudreau (secteur jeunes)           | 107                 | 518 359                        | 81 000           |                           |    | 599 359                  |
| <b>Cardinal-Roy</b>                 | <b>670</b>          | <b>1 031 161</b>               | <b>117 570</b>   |                           |    | <b>1 148 731</b>         |
| Jean-de-Brébeuf                     | 582                 | 1 099 363                      | 158 010          |                           |    | 1 257 373                |
| <b>Joseph-François-Perrault</b>     | <b>417</b>          | <b>825 852</b>                 | <b>206 705</b>   |                           |    | <b>1 032 557</b>         |
| de la Cité                          | 372                 | 990 418                        | 78 642           |                           |    | 1 069 060                |
| <b>régionale des Quatre-Saisons</b> | <b>56</b>           | <b>20 016</b>                  |                  |                           |    | <b>20 016</b>            |
| Saint-Denys-Garneau                 | 61                  | 257 622                        |                  |                           |    | 257 622                  |
| <b>de Neufchâtel</b>                | <b>1 378</b>        | <b>1 780 963</b>               | <b>794 968</b>   | <b>19 987</b>             |    | <b>2 595 918</b>         |
| Roger-Comtois                       | 1 620               | 1 981 458                      | 851 220          | 43 000                    |    | 2 875 678                |
| <b>La Camaradière</b>               | <b>1 050</b>        | <b>1 422 877</b>               | <b>108 000</b>   |                           |    | <b>1 530 877</b>         |
| L'Odyssée                           | 395                 | 602 095                        | 165 574          |                           |    | 767 669                  |
| <b>Vanier</b>                       | <b>361</b>          | <b>907 883</b>                 | <b>45 769</b>    | <b>24 721</b>             |    | <b>978 373</b>           |
| <b>Total</b>                        | <b>7 069</b>        | <b>11 438 067</b>              | <b>2 607 458</b> | <b>87 708</b>             |    | <b>14 133 233</b>        |

# Commission scolaire de la Capitale

## Budget accordé aux établissements

pour l'exercice terminé le 30 juin 2014

| CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE                    | Clientèle<br>totale | Total des<br>allocations | Revenus          |                | Utilisation du<br>surplus | Total du<br>budget |
|---|---------------------|--------------------------|------------------|----------------|---------------------------|--------------------|
|   |                     |                          | \$               | \$             |                           |                    |
| de foresterie et de technologie du bois de<br>Duchesnay | 145                 | 2 255 680                | 54 346           |                |                           | 2 310 026          |
| <b>de Neufchâtel</b>                                    | <b>441</b>          | <b>4 341 770</b>         | <b>1 287 915</b> |                |                           | <b>5 629 685</b>   |
| ÉMOICQ  | 982                 | 10 058 481               | 2 552 825        | 186 326        |                           | 12 797 632         |
| <b>de Limoilou</b>                                      | <b>409</b>          | <b>3 164 090</b>         | <b>913 173</b>   |                |                           | <b>4 077 263</b>   |
| de Québec   | 384                 | 4 408 533                | 493 618          | 176 402        |                           | 5 078 553          |
| <b>Wilbrod-Bherer</b>                                   | <b>409</b>          | <b>4 903 751</b>         | <b>645 846</b>   | <b>131 394</b> |                           | <b>5 680 991</b>   |
| hôtelière de la Capitale                                | 433                 | 3 879 108                | 1 717 050        |                |                           | 5 596 158          |
| <b>Total</b>  | <b>3 203</b>        | <b>33 011 413</b>        | <b>7 664 773</b> | <b>494 122</b> |                           | <b>41 170 308</b>  |

| CENTRES D'ÉDUCATION DES ADULTES | Clientèle<br>totale | Total des<br>allocations | Revenus        |    | Utilisation du<br>surplus | Total du<br>budget |
|---------------------------------|---------------------|--------------------------|----------------|----|---------------------------|--------------------|
|                                 |                     |                          | \$             | \$ |                           |                    |
| Boudreau (secteur adultes)      | 137                 | 23 484                   |                |    |                           | 23 484             |
| <b>Conrad-Barbeau</b>           | <b>228</b>          | <b>1 862 755</b>         | <b>28 000</b>  |    |                           | <b>1 890 755</b>   |
| Louis-Jolliet                   | 1 341               | 8 494 032                | 659 800        |    |                           | 9 153 832          |
| <b>Saint-Louis</b>              | <b>633</b>          | <b>4 489 737</b>         | <b>169 500</b> |    |                           | <b>4 659 237</b>   |
| <b>Total</b>                    | <b>2 339</b>        | <b>14 870 008</b>        | <b>857 300</b> |    |                           | <b>15 727 308</b>  |